

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/ECU/2

17 mai 1995

(95-1295)

Original: espagnol

ACCESSION DE L'EQUATEUR

Notification au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC

Notification de l'Equateur au titre de l'article 5:1 de l'Accord sur les MIC

I. Description de la mesure et de ses principales caractéristiques

Dans le cadre du Pacte sous-régional Andin et en vertu des dispositions de la Section B du chapitre IV de l'Accord de Carthagène, l'Equateur, la Colombie et le Venezuela ont signé, le 13 septembre 1993, l'"Accord de complémentarité relatif au secteur automobile", en vue d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence.

Dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, le gouvernement équatorien impose aux entreprises d'assemblage l'obligation d'intégrer un certain pourcentage d'éléments d'origine nationale dans les véhicules assemblés dans le pays.

Cette politique est plus souple dans le cadre régional du Pacte Andin puisque les entreprises d'assemblage doivent intégrer un minimum d'éléments originaires des pays signataires de l'Accord, et non pas seulement d'origine nationale.

1. A quelle catégorie de la liste exemplative la mesure appartient-elle?

La mesure appartient à la catégorie prévue au paragraphe 1 a) de la liste exemplative figurant en annexe à l'Accord sur les MIC.

2. La MIC est-elle appliquée par le gouvernement en vertu d'un pouvoir discrétionnaire ou d'une législation impérative?

La MIC est en vigueur en vertu d'une loi d'application générale.

3. Lorsqu'il s'agit d'une MIC de caractère général, quels sont les critères utilisés pour déterminer les entreprises auxquelles elle s'applique?

La mesure s'applique à toute entreprise d'assemblage de véhicules nationale ou étrangère installée en Equateur.

4. Lorsque la MIC est appliquée conformément à une législation impérative, cette législation exige-t-elle que la mesure soit appliquée aux nouvelles entreprises ou aux nouveaux investissements d'entreprises existantes?

Les dispositions andines s'appliquent à toutes les entreprises d'assemblage (nationales ou étrangères) qui sont établies ou s'établiront dans le pays.

5. Préciser a) si la mesure est obligatoire ou a force exécutoire pour l'entreprise en vertu de la législation nationale ou de décisions administratives ou b) s'il est nécessaire que l'entreprise s'y conforme pour obtenir un avantage. Dans ce dernier cas, préciser la nature de l'avantage.

Les dispositions andines sont d'application obligatoire et générale pour toutes les entreprises d'assemblage du pays.

6. Lorsque la MIC a trait à des produits spécifiques, donner suffisamment de détails sur ces produits pour définir la portée de la mesure.

Les pourcentages minimaux d'intégration sont différents suivant la catégorie de véhicules assemblés:

- a) Pour la catégorie n° 1, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent et sera porté à 40 pour cent à compter du 31 décembre 1995.
- b) Pour la catégorie n° 2, le pourcentage est actuellement fixé à 35 pour cent.

7. Indiquer la date de mise en oeuvre de la MIC et la nature de toute modification apportée à la MIC dans les 180 jours précédant l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC.

La mesure est applicable en Equateur depuis la signature de l'Accord. Celui-ci a introduit la notion de pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région ainsi que la formule de calcul et les prescriptions correspondantes concernant l'intégration.

8. La MIC, telle qu'elle est appliquée en vertu de la législation indiquée précédemment, comprend-elle des dispositions relatives à sa réduction progressive ou à son élimination?

Aucune disposition ne prévoit la réduction progressive et/ou l'élimination de la mesure.

9. Indiquer la loi, la réglementation ou la directive administrative nationale en vertu de laquelle la MIC est appliquée; une copie doit être adressée au Secrétariat pour que les Membres intéressés puissent la consulter.

Une copie de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile est annexée à la présente notification.

10. Préciser à quel niveau d'administration la MIC est appliquée et donner le nom de l'organisme de mise en oeuvre et tous les renseignements sur les procédures d'application qui sont nécessaires pour comprendre la nature et la portée de la MIC.

Le Ministère de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches (MICIP) est l'organisme chargé d'assurer la mise en oeuvre et le respect de la mesure. Il doit lui être remis un rapport semestriel ventilé par entreprise et par catégorie, faisant apparaître le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région, et un rapport annuel élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôles, directement engagées par les entreprises d'assemblage et de pièces détachées.

II. Renseignements d'ordre général sur le programme en question

La politique d'aide au secteur automobile mise en oeuvre par l'Equateur entre dans le cadre de l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile du Pacte Andin, conçu comme un moyen de promouvoir le développement de l'industrie régionale naissante de l'automobile.

Journal officiel de l'Accord de Carthagène

Année XI, Numéro 168

Lima, 16 décembre 1994

Résolution n° 355

Publication de l'Accord de complémentarité relatif au secteur de l'automobile
signé par la Colombie, l'Equateur et le Venezuela le 13 septembre 1993

Le Conseil de l'Accord de Carthagène

EU EGARD à l'article 37 de l'Accord et à l'article 7 de la Décision n° 370;

CONSIDERANT que le 13 septembre 1993, la Colombie, l'Equateur et le Venezuela ont signé l'"Accord de complémentarité relatif au secteur automobile" en vue d'adopter une politique commune visant à promouvoir la spécialisation dans ce secteur et de tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence;

que le 20 mai 1994, les pays signataires de l'Accord susmentionné ont adopté un addendum audit accord;

que la Commission de l'Accord de Carthagène a été saisie dudit accord et de son addendum à sa soixante-troisième session ordinaire, qu'elle a tenue les 25 et 26 novembre 1994 à Quito, en Equateur;

que l'Accord susmentionné et son addendum doivent être publiés conformément à l'article 7 de la Décision n° 370;

DECIDE:

Article unique. De publier en annexe à la présente Résolution l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, signé le 13 septembre 1993 par la Colombie, l'Equateur et le Venezuela, ainsi que son addendum adopté le 20 mai 1994.

Conformément à l'article 13 de la Décision n° 9 de la Commission, la présente Résolution sera communiquée aux pays membres et entrera en vigueur le jour de sa publication au Journal officiel de l'Accord de Carthagène.

Fait à Lima, au Pérou, le neuf décembre mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

Iván Gabaldon Márquez

Bruno Faidutti Navarrete

ANNEXE

Accord de complémentarité relatif au secteur automobile

Les gouvernements de la Colombie, de l'Equateur et du Venezuela,

EU EGARD aux articles 37 et 38 de l'Accord de Carthagène et à l'article 6 de la Décision n° 335,

CONSIDERANT qu'aux termes de la Décision n° 335, les pays membres se sont engagés à élaborer dans les meilleurs délais une politique commune dans le secteur automobile,

qu'en vue d'atteindre les objectifs indiqués, il est nécessaire de préciser les prélèvements applicables aux véhicules et de définir une politique commune d'intégration des composants et pièces détachées et de complémentarité entre les pays membres.

APPROUVENT:

Article premier. La conclusion de l'Accord de complémentarité industrielle relative au secteur automobile exposé ci-après, en vue d'adopter une politique commune visant à tirer profit du marché sous-régional élargi de façon rationnelle et dans des conditions équitables de concurrence, grâce à l'augmentation de la compétitivité et de l'efficience.

Article 2. Les produits figurant en annexe sont regroupés dans des catégories définies comme suit:

- a) La catégorie n° 1 comprend les véhicules automobiles; les automobiles tout terrain; les véhicules pour le transport de 16 personnes au maximum, chauffeur inclus; les véhicules de transport de marchandises d'un poids en charge maximal n'excédant pas 4 537 tonnes (soit l'équivalent de 10 000 livres américaines), ainsi que leurs châssis comportant une cabine.
- b) La catégorie n° 2 comprend tous les véhicules n'entrant pas dans la catégorie n° 1.

Article 3. Pour les véhicules de la catégorie n° 1, les pays participants établiront le taux du Tarif extérieur commun à 35 pour cent; ce taux entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994.

Pour les véhicules de la catégorie n° 2, les pays participants établiront le taux du Tarif extérieur commun à 15 pour cent; ce taux entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994. L'Equateur pourra maintenir ses niveaux tarifaires actuels pendant un an à compter de la date de signature du présent accord. A la fin de cette période, ils seront uniformisés et portés à 10 pour cent.

Article 4. Pour les composants, les parties et les pièces importés et destinés à l'assemblage des véhicules dans la sous-région, ci-après dénommés CKD, le taux du Tarif extérieur commun sera établi entre un minimum de 3 pour cent et un maximum de 5 pour cent et entrera en vigueur au plus tard le 1er janvier 1994.

Article 5. Les pays participants interdiront l'importation de véhicules usagés ou de véhicules neufs d'années antérieures ou d'anciens modèles, à compter du 1er janvier 1994 au plus tard. L'Equateur appliquera cette prohibition à compter du 1er octobre 1994 au plus tard.

Article 6. S'agissant des exportations de véhicules entre les pays participants, les prescriptions spécifiques relatives à l'origine qui sont en vigueur en vertu de la Résolution n° 336 du Conseil de l'Accord de Carthagène (JUNAC) seront appliquées.

Article 7. S'agissant de la fabrication des véhicules, les pays participants exigeront des entreprises qu'elles intègrent un pourcentage minimal d'éléments originaires des pays signataires de l'Accord. Pour la catégorie n° 1, ce pourcentage sera de 40 pour cent en Colombie et au Venezuela et de 35 pour cent en Equateur; pour la catégorie n° 2, il sera de 30 pour cent dans tous les pays signataires.

Les pourcentages minimaux seront calculés comme suit:

$$I = 1 - \frac{(CKD)}{PD}$$

représentant:

I, le pourcentage minimal d'intégration des pays participants,

CKD, la valeur totale des importations de CKD (véhicules complètement démontés), et

PD, le total des ventes aux distributeurs par catégorie (taxe sur la valeur ajoutée ou impôt sur les ventes non compris).

Pour la catégorie n° 1, les pourcentages indiqués ci-dessus seront portés à 45 pour cent en Colombie et au Venezuela le 1er janvier 1995 et à 40 pour cent en Equateur le 31 décembre 1995.

Pour la catégorie n° 2, le pourcentage sera porté à 35 pour cent le 1er janvier 1995.

Paragraphe. Seront réputés être des produits originaires des pays participants les produits qui satisfont aux règles d'origine établies par le Groupe andin.

Article 8. Les gouvernements des pays participants devront veiller à l'application des pourcentages d'intégration; à cet effet, il devra leur être présenté au minimum tous les six mois un rapport ventilé par entreprise d'assemblage et par catégorie et, tous les ans, un rapport élaboré par des entités spécialisées de vérification des comptes et de contrôle, engagées directement par les entreprises de production du secteur conformément aux dispositions de la législation nationale de chaque pays participant. Les conclusions de ces rapports seront présentées selon la même périodicité au Comité de l'industrie automobile, qui sera établi conformément aux dispositions de l'article suivant.

Article 9. Il sera établi un Comité de l'industrie automobile pour les pays participant au présent accord, dont la composition, le domaine d'activité et les objectifs seront les mêmes que ceux du Comité sous-régional de l'industrie automobile établi en vertu de la Décision n° 298 de la Commission. Le Comité entreprendra dès sa création les tâches suivantes:

- uniformiser la formule de calcul de la teneur en pièces détachées, pour le 31 décembre 1993 au plus tard; les pourcentages correspondants devront être équivalents à ceux qui sont prévus à l'article 7 du présent accord;

- établir des règles d'origine pour les échanges de véhicules entre pays participants, pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- harmoniser la définition de l'ensemble dénommé CKD pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- fixer, le 1er juillet 1994 au plus tard, la date de l'unification du Tarif extérieur commun et des pourcentages d'intégration;
- définir une politique d'exportations concernant le secteur automobile, pour le 31 décembre 1993 au plus tard;
- établir, pour le 1er juillet 1994 au plus tard, un programme à moyen terme destiné à promouvoir l'intégration d'éléments originaires de la sous-région dans les véhicules;
- proposer les remaniements tarifaires auxquels il est nécessaire de procéder pour appliquer le présent accord;
- évaluer le fonctionnement du Tarif extérieur commun en vue de le modifier au fur et à mesure de l'évolution de la politique économique des pays participants;
- définir une politique commune pour les négociations avec les tierces parties.

Article 10. Le présent accord aura un caractère obligatoire dès sa signature et entrera en vigueur le 1er janvier 1994.

DISPOSITION TRANSITOIRE

Paragraphe unique: Tant que le Comité de l'industrie automobile des pays participants n'aura pas défini de formule uniforme de calcul, lesdits pays pourront appliquer leurs règles internes sans préjudice des dispositions de l'article 7.

POUR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN

Luis Alberto Moreno
Ministre du développement économique

POUR LE GOUVERNEMENT EQUATORIEN

Jorge García T.
Ministre de l'industrie, du commerce,
de l'intégration et des pêches

POUR LE GOUVERNEMENT VENEZUELIEN

Gustavo Pérez Mijares
Ministre du développement

Miguel Rodríguez Mendoza
Ministre d'Etat
Président de l'Institut du commerce extérieur

ANNEXE

NANDINA	Désignation des marchandises
8701.20.00	- Tracteurs routiers pour semi-remorques
8702.10.00	- Véhicules automobiles pour le transport en commun des personnes à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel)
8702.90	- Autres véhicules automobiles pour le transport en commun des personnes
8702.90.10	- - Trolleybus
8702.90.90	- - Autres
	- Autres véhicules, à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles:
8703.21.00	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm ³
8703.22.00	- - D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³
8703.23.00	- - D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³
8703.24.00	- - D'une cylindrée excédant 3 000 cm ³
	- Autres véhicules, à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel):
8703.31.00	- - D'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm ³
8703.32.00	- - D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³
8703.33.00	- - D'une cylindrée excédant 2 500 cm ³
8703.90.00	- - Autres
	- Autres, à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel):
8704.21.00	- - D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes
8704.22.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes
8704.23.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes
	- Autres, à moteur à piston à allumage par étincelles:
8704.31.00	- - D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes
8704.32.00	- - D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes
8704.90.00	- Autres
8706.00.10	- Châssis des véhicules du n° 87.03
8706.00.90	- Autres châssis des véhicules automobiles des n° 87.01 à 87.05, équipés de leur moteur

ADDENDUM

Le Ministre du développement économique de la Colombie, M. Mauricio Cárdenas, le Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches de l'Equateur, M. José Vicente Maldonado et le Ministre du développement du Venezuela, M. Luis Carlos Palacios, représentant leurs pays respectifs, sont convenus d'adopter le présent addendum à l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile, dans les termes suivants:

Article premier. A partir du 1er janvier 1995, la Colombie et le Venezuela adopteront la formule ci-après pour le calcul de la teneur en pièces détachées:

$$\text{PCS} = \frac{\text{IS} + \text{Vex}}{\text{IS} + \text{CKD}}$$

PCS, représentant le pourcentage d'éléments achetés dans la sous-région,

IS, le total de la teneur en pièces détachées originaires de la sous-région,

Vex, la valeur ajoutée des exportations, mesurée en valeur f.a.b., et

CKD, la valeur totale des éléments importés intégrés au véhicule, mesurée en valeur c.a.f.

Article 2. Aux fins d'application de la formule de calcul prévue à l'article premier, la valeur ajoutée des exportations ne devra pas représenter plus de 25 pour cent du taux d'intégration retenu comme objectif (PCS) et prévu à l'article 4.

Pour calculer la valeur ajoutée des exportations (Vex), il devra être tenu compte des éléments suivants:

- a) la valeur ajoutée des exportations vers les pays tiers;
- b) la valeur ajoutée des exportations de véhicules et de pièces détachées vers les pays de la sous-région, qui devra être conforme au calendrier suivant:

<u>Année</u>	<u>Pourcentage maximal de la valeur f.a.b. des exportations</u>
1995	40
1996	30
1997	20
1998	10

Article 3. L'Equateur continuera d'appliquer la formule de calcul ci-après prévue par l'Accord de complémentarité relatif au secteur automobile:

$$I = 1 - \frac{CKD}{PD}$$

I, représentant le pourcentage minimal d'intégration,

CKD, la valeur totale des éléments importés intégrés au véhicule, mesurée en valeur c.a.f., et

PD, le total des ventes aux distributeurs par catégorie (taxe sur la valeur ajoutée ou impôt sur les ventes non compris).

L'Equateur examinera les formules adoptées, l'une par la Colombie, l'autre par le Venezuela et devra avoir choisi une de ces deux formules le 31 décembre 1996 au plus tard.

Article 4. A compter du 1er janvier 1995, la Colombie et le Venezuela, qui appliqueront les formules indiquées à l'article premier, devront respecter les taux d'intégration ci-après retenus comme objectifs:

<u>Année</u>	<u>1995</u>	<u>1996</u>	<u>1997</u>	<u>1998</u>
Catégorie n° 1	30	30	32	33
Catégorie n° 2	15	16	17	18

Article 5. A compter du 1er janvier 1996, l'Equateur sera tenu d'appliquer un taux d'intégration de 40 pour cent pour la catégorie n° 1 et un taux de 35 pour cent pour la catégorie n° 2.

Article 6. A compter du 1er janvier 1995, il ne sera pas permis, pour atteindre ces objectifs, d'utiliser les éléments d'origine régionale des années précédentes en dépassement par rapport au niveau fixé comme objectif.

Article 7. S'agissant de la fabrication de nouveaux modèles, les entreprises d'assemblage pourront demander à être exemptées, pendant trois mois au maximum, de l'obligation de respecter l'objectif fixé. Dans ce cas, il ne sera pas tenu compte, lors de l'application de la formule, des éléments CKD importés pour fabriquer ce modèle, ni des pièces détachées qui y sont incorporées et il ne sera pas délivré de certificat d'origine.

Article 8. Par CKD, il faut entendre l'ensemble formé par les composants et les pièces détachées importés par les industries d'assemblage de véhicules dûment autorisées par le gouvernement de chaque pays. Les composants et les pièces détachées formant l'ensemble CKD peuvent être de différentes origines, à la condition qu'ils fassent partie du même ensemble CKD et soient destinés à l'assemblage de véhicules et qu'ils correspondent, au minimum, au degré de désassemblage suivant:

1. Cabine ou carrosserie dont la peinture n'est pas achevée, désassemblée, formée des composants suivants: plancher, flancs de la cabine et toit, le cas échéant.
2. Châssis désassemblé.

3. Cadre désassemblé ou assemblé en traverses ou longerons.
4. Groupe motopropulseur désassemblé, formé des éléments suivants: moteur, transmission, embrayage, freins, suspension et essieux avant et arrière.

Article 9. A compter du 1er juillet 1994, le taux du Tarif extérieur commun applicable à l'ensemble CKD défini à l'article précédent sera de 3 pour cent.

Article 10. Outre les tâches indiquées à l'article 9 de l'Accord, le Comité devra:

- a) d'ici au 31 décembre 1994:

élaborer le système commun des sanctions applicables en cas de non-respect de l'Accord.
- b) d'ici au 31 décembre 1996:
 - 1) fixer les taux d'intégration à atteindre pour le 1er janvier 1999;
 - 2) définir les règles d'origine à appliquer dans la sous-région et prévoir leur élimination éventuelle;
 - 3) définir l'application d'une formule unique et commune de calcul du taux d'intégration;
 - 4) préparer l'élimination éventuelle des 10 pour cent de valeur f.a.b. des exportations effectuées dans la sous-région à partir du 1er janvier 1999, telle qu'elle est prévue à l'alinéa b) de l'article 2 du présent addendum.

Fait à Santa Fe de Bogotá le vingt mai mil neuf cent quatre-vingt-quatorze.

(signataires)

POUR LE GOUVERNEMENT VENEZUELIEN

Luis Carlos Palacios
Ministre du développement

POUR LE GOUVERNEMENT EQUATORIEN

José Vicente Maldonado
Ministre de l'industrie, du commerce, de l'intégration et des pêches

POUR LE GOUVERNEMENT COLOMBIEN

Mauricio Cárdenas
Ministre du développement économique